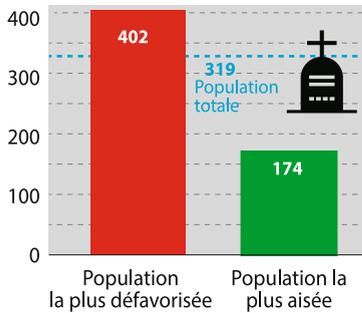


INÉGALITÉS SOCIALES EN MATIÈRE DE SANTÉ

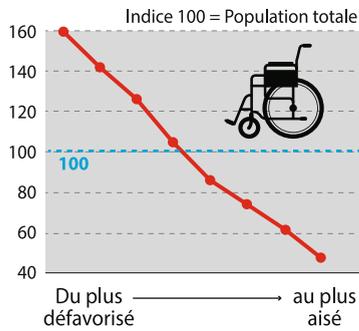
MORTALITÉ AVANT L'ÂGE DE 65 ANS

Nombre de décès avant l'âge de 65 ans (sur 150 000 personnes)



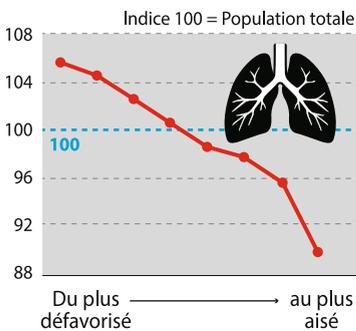
HANDICAP

Proportion de personnes en situation de handicap



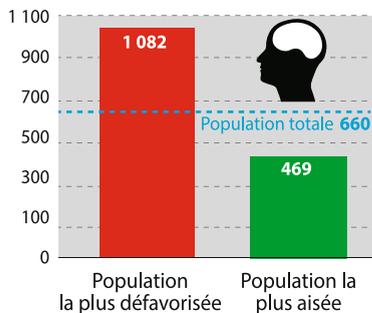
BRONCHITE CHRONIQUE

Prévalence de la bronchite chronique



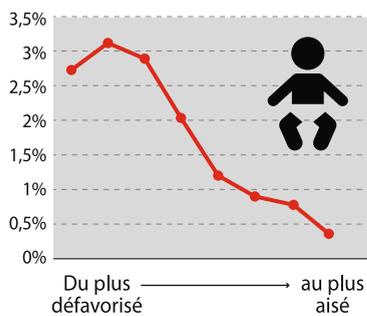
HOSPITALISATIONS PSYCHIATRIQUES

Nombre de personnes hospitalisées pour raison de santé mentale (sur 150 000 personnes)



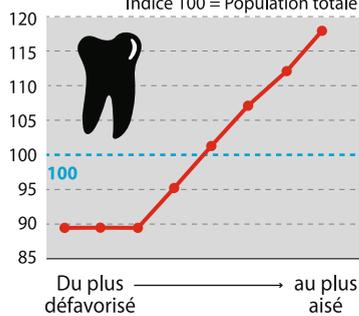
MÈRES ADOLESCENTES

Proportion de naissances parmi les adolescentes âgées entre 12-18 ans, 2012-2016



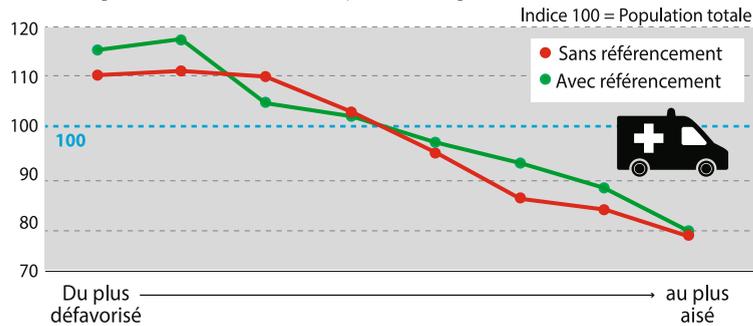
VISITES PRÉVENTIVES CHEZ LE DENTISTE

Proportion de personnes ayant eu au moins un contact préventif chez le dentiste, 2015-2016

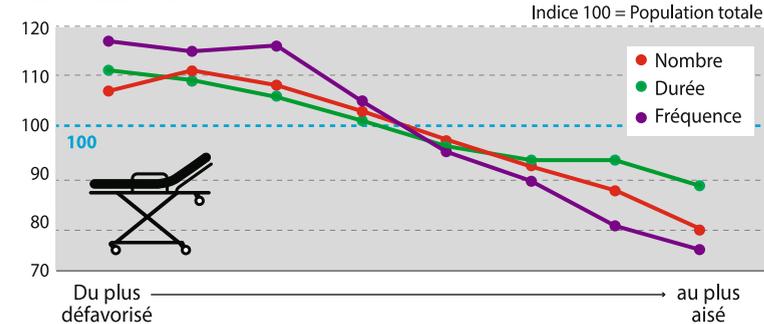


PASSAGE AUX URGENCES

Recours aux urgences (avec ou sans référencement par un médecin généraliste)



HOSPITALISATIONS



Source : Solidaris, chiffres 2016

IPM Graphics

“Une vie humaine est-elle moins importante que la compétitivité des entreprises?”



Jean-Pascal Labille, secrétaire général de Solidaris, mardi à Namur.

Entretien Laurent Gérard

Constatant une “aggravation des inégalités sociales en matière de santé”, Jean-Pascal Labille, secrétaire général des Mutualités socialistes, profite de la journée mondiale de lutte contre la pauvreté pour lancer un appel à “agir d’urgence”.

Peut-on améliorer la situation ?

Oui. On doit sortir de ce cycle néolibéral qui crée des inégalités. La première chose à faire, c’est de renforcer le financement de la sécurité sociale. Ce système de santé, si on veut garder son accessibilité, sa qualité, lui permettre de s’adapter aux défis du futur (vieillesse, maladies chroniques, évolutions technologiques), il faut lui donner des moyens. Un refinancement est indispensable, alors que l’on annonce un déficit de 9 à 10 milliards d’euros pour la sécu à l’horizon 2024.

Mais comment refinancer la sécu ?

Il y a des moyens à aller chercher dans des niches fiscales ou dans des réductions de cotisations sociales (aujourd’hui, on est quasi à 12 milliards de réductions). En matière fiscale, il faut revenir à de plus justes équilibres entre travail et capital.

Quelles sont vos autres demandes ?

D’abord, le relèvement des allocations sociales minimales. Parce qu’en Belgique, certaines allocations sont sous le seuil de pauvreté (1 187 € net par mois pour un isolé). Il faut aussi supprimer le statut de cohabitant, qui pénalise fortement les femmes. Il faut lever tout obstacle financier à l’accès aux soins de santé de base; combler le clivage social en santé mentale; renforcer la prévention et la promotion de la santé chez les plus précarisés et les plus jeunes...

Tout cela va coûter très cher...

C’est vrai. Mais une vie humaine est-elle moins importante que la compétitivité des entreprises? Quand on a construit la Sécurité sociale, on l’a conçue comme un filet de sécurité. Mais elle doit aussi être une échelle et permettre aux gens de sortir de leur niveau de dépendance.

La sécu doit servir d’échelle sociale ?

Notre société se trouve à la croisée des chemins. Soit on continue dans le même modèle, avec cette violence sociale, et on ira vers des régimes de plus en plus autoritaires. Parce que les gens qui ont peur d’être déclassés, ne sont plus entendus, ne se reconnaissent plus dans la politique, sont amenés à voter pour les extrêmes. Vous savez que Maggie De Block a voulu nous imposer à nous, mutualités, d’être l’agent de dénonciation de la fraude sociale? C’est-à-

dire que nos affiliés puissent venir chez nous pour dénoncer un voisin qui fraude. Cela rappelle les heures les plus sombres d’autres époques. Nous, nous avons refusé. On sera probablement sanctionnés pour cela, mais on s’en fout, on assumera, les valeurs ont un prix. D’autres ont accepté, dont la Mutualité chrétienne par exemple. C’est hallucinant. Donc, soit on va sur ce chemin-là, et cela va être de plus en plus dur, comme on le voit avec les mouvements sociaux en France, soit on emprunte une autre voie.

Laquelle ?

Nous proposons un nouveau pacte social et écologique, à l’instar du pacte social de l’après-guerre. Pour retrouver la raison et un chemin plus progressiste que celui qu’on emprunte aujourd’hui, qui ne fera que favoriser les extrémismes, le racisme et la xénophobie. Quand on est en société, on a le devoir de s’occuper de l’autre et de la planète.

“Nous proposons un nouveau pacte social et écologique.”

Jean-Pascal Labille
Secrétaire général de Solidaris